



**PKI Global Justice Journal - Appel à contributions :**

**JUSTICE CLIMATIQUE : DE SLOGAN À NORME JURIDIQUE ÉMERGENTE ?**

La revue juridique [PKI Global Justice Journal](#) lance un appel à contributions pour un numéro spécial consacré au concept de justice climatique qui examinera ses contours, son statut juridique et ses effets au Canada et à l'étranger. Des contributions tant par des professionnels que des chercheurs sont les bienvenues, et l'utilisation de formes d'expression juridique non traditionnelles (poème, photographie, illustration, vidéo, etc.) pour accompagner les textes est [fortement encouragée](#).

Les mots du droit du climat sont intimement liés à la gravité de la crise climatique, parfois étrangement aseptisés (par exemple, les limites de l'adaptation, les migrations liées au climat, les pertes et dommages, les impacts des mesures de réponse), parfois clairement anxiogènes (événements météorologiques extrêmes, limites planétaires, points de basculement, emballement des changements climatiques, etc.). Dans ce contexte, le concept de justice climatique offre un espace crucial pour la réflexion et l'imagination d'alternatives, soulevant des questions telles que : à quoi pourrait ressembler un avenir juste en matière de climat, et quel est le rôle du droit dans sa construction ? Ces questions, bien que complexes, ouvrent de riches perspectives en matière de recherche, de plaidoyer et de recours juridiques.

Le concept de justice climatique prend ses racines dans le mouvement pour la justice environnementale. Les [Principes de Bali pour la justice climatique](#), par exemple, affirment le caractère sacré de la Terre Mère, l'unité écologique et l'interdépendance des espèces, et insistent sur le droit des communautés à être protégées des changements climatiques, de leurs impacts et de la destruction écologique. Depuis, chercheurs et praticiens ont élaboré diverses définitions, notamment les travaux de la [Fondation Mary Robinson – Climate Justice](#) et des recueils collectifs tels que le [Routledge Handbook of Climate Justice](#) dirigé par Tahseen Jafry. Pourtant, comme le note [Farhana Sultana](#), la justice climatique n'a pas qu'une seule forme; il s'agit plutôt d'un processus visant à continuellement faire plus et mieux, à apprendre et à réapprendre. Les chercheuses et chercheurs autochtones comme [Angele Alook](#) apportent une contribution essentielle en formulant des conceptions de la justice climatique ancrées dans le territoire et allant bien au-delà des simples changements technologiques pour envisager des futurs décoloniaux, libérateurs et transformateurs.<sup>1</sup>

Le droit international et comparé offrent quant à eux un terrain fertile pour mesurer l'évolution des contours et des impacts du concept de justice climatique d'une perspective plus pratique. Dans une décision novatrice, ainsi, la Haute Cour de Lahore a défini la justice climatique comme un outil permettant le contrôle judiciaire de la réponse du gouvernement pakistanais aux changements climatiques ([Leghari c. Fédération du Pakistan](#)). L'[Accord de Paris](#) souligne « l'importance, pour certains, du concept de "justice climatique" » dans son préambule et [traite](#) de « questions de justice distributive mondiale » tout au long du traité. S'appuyant sur ces avancées, le [Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au développement](#) propose un cadre conceptuel articulé autour de quatre piliers (atténuation, adaptation, restauration et transformation), fondé sur les droits humains, et comprenant des responsabilités envers les espèces non humaines, l'environnement et les générations futures.

Compte tenu de ce qui précède, un numéro spécial consacré aux enjeux conceptuels liés à la justice climatique ainsi qu'aux développements récents au Canada et à l'étranger s'avère pertinent. Les contributions explorant les thèmes suivants sont particulièrement bienvenues :

- Les contributions théoriques explorant le concept de justice climatique d'un point de vue philosophique, le reliant à différentes conceptions de la justice, le situant dans différentes traditions juridiques ou l'abordant sous l'angle des études critiques du droit.
- Les recherches doctrinales explorant le statut juridique du concept de justice climatique au sein de différents systèmes juridiques et en droit international, y compris son statut en vertu du droit coutumier et sa relation avec les principes généraux du droit international.
- Les recherches et actions menées par les Autochtones qui aspirent à la justice climatique, la définisse dans le contexte de systèmes juridiques autochtones ou critiquent les définitions eurocentriques.
- L'impact des litiges contre l'État dans ce qui est aujourd'hui le Canada sur la définition et la promotion de la justice climatique, y compris les recours fondés sur la *Charte* tels que [Environnement Jeunesse c. Canada](#), [Mathur c. Ontario](#), [La Rose c. Canada](#) et [Lho'Imggin c. Canada](#).

---

<sup>1</sup> Angele Alook et al, *The End of This World: Climate Justice in So-Called Canada* (Toronto: Between the Lines, 2023) à la page 17.

- L'impact des litiges contre des entités privées au Canada sur la définition et la promotion de la justice climatique, notamment dans les domaines de la responsabilité civile, du droit de la concurrence et des régimes de retraite.
- L'impact des litiges nationaux autour du globe depuis l'arrêt *Leghari c. Fédération du Pakistan* sur la définition de la justice climatique, incluant le dialogue judiciaire qui a suivi, les réparations climatiques, les développements en matière de droits des entités non humaines et leurs retombées concrètes.
- Le rôle de la justice climatique au sein du régime climatique international, avec un accent sur la Conférence de Belém sur les changements climatiques ([COP 30](#)), les soumissions par les parties de contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour en 2025, la mise en œuvre de l'*Accord de Paris* (par exemple, la finance climatique, les pertes et dommages, l'objectif mondial d'adaptation, la transition juste hors des combustibles fossiles) et le deuxième retrait des États-Unis.
- L'impact des trois récents avis consultatifs internationaux sur les contours et le statut juridique de la justice climatique (i.e., Tribunal international du droit de la mer, Cour interaméricaine des droits de l'Homme, Cour internationale de Justice), ainsi que de la requête récemment présentée à la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.
- L'impact des litiges internationaux sur le concept de justice climatique depuis la célèbre [Pétition inuite](#) de 2005 devant la Commission interaméricaine des droits de l'Homme, y compris deux affaires en cours devant cette même commission ([Conseil des Athabascans de l'Arctique c. Canada](#), [Juliana Youth c. États-Unis d'Amérique](#)).

Veillez noter que la revue accepte des articles d'une longueur variable, allant de brèves recensions de développements récents à des analyses d'enjeux actuels plus approfondies, mais que ceux-ci ne doivent généralement pas dépasser 3 000 mots. Veillez citer uniquement des sources à libre accès sous forme d'hyperliens. Visitez notre [site web](#) pour des instructions de soumission complètes et consultez des [publications antérieures](#) pour des recommandations stylistiques.

Date limite de réception des articles : **19 avril 2026**

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter les rédacteurs en chef (Sharry Aiken et Alex Neve) à l'adresse suivante : [globaljustice@queensu.ca](mailto:globaljustice@queensu.ca).

Un vous remerciant sincèrement de votre intérêt,

Christopher Campbell-Durulté

Rédacteur invité, PKI Global Justice Journal  
Professeur adjoint, Faculté de droit Lincoln Alexander, Université métropolitaine de Toronto  
Membre et rédacteur associé, Cambridge Centre for Environment, Energy and Natural  
Resource Governance (C-EENRG)



**PKI Global Justice Journal - Call for Article Submissions:**

**CLIMATE JUSTICE: FROM RALLYING CRY TO EMERGING LEGAL NORM?**

The [PKI Global Justice Journal](#) is calling for submissions for a special issue on climate justice, examining its contours, legal status, and practical effects in what is now Canada and abroad. Submissions by both practitioners and scholars are welcome, and non-traditional forms of legal expression (poems, photography, illustration, videos, etc.) to accompany submissions are [highly encouraged](#).

The language of climate law is often oriented toward the severity of the crisis, drawing on terms that are either highly sanitized (for example, limits to adaptation, climate-induced migration, loss and damage, impacts of response measures) or clearly anxiety-generating (for example, extreme weather events, planetary boundaries, tipping points, runaway climate change). In this context, the framework of climate justice emerges as a crucial space for reflection and imagination, inviting engagement with questions such as: What could a climate-just future look like, and what is the role of law in its construction? These questions, while challenging, open rich avenues for research, advocacy, and litigation.

The concept of climate justice has important roots in the environmental justice movement. The [Bali Principles of Climate Justice](#), for example, affirm the sacredness of Mother Earth, ecological unity and the interdependence of all species, and insist that communities have the right to be free from climate change, its related impacts, and other forms of ecological destruction. Scholars and practitioners have since elaborated diverse definitions, including work associated with the [Mary Robinson Foundation - Climate Justice](#) and collections such as Tahseen Jafry's [Routledge Handbook of Climate Justice](#), while [Farhana Sultana](#) notes that there is no singular form of climate justice but an ongoing process of doing more and better, unlearning and relearning. Indigenous scholars such as [Angele Alook](#) make a profound contribution by articulating conceptions of climate justice that are rooted in place and go far beyond technological change, envisioning decolonial, liberatory, and transformative futures.<sup>2</sup>

International and comparative law offer a rich terrain for understanding the evolving contours and impacts of climate justice from a more practical perspective. In a path breaking decision, the Lahore High Court provided an account of climate justice as a judicial toolkit for monitoring the Pakistani government's response to climate change ([Leghari v Federation of Pakistan](#)). The [Paris Agreement](#) noted "the importance for some of the concept of 'climate justice'" in its preamble and [addressed](#) "questions of global distributive justice" throughout the treaty. Building on these developments, the [UN Special Rapporteur on the right to development](#) outlined a comprehensive framework structured around four pillars (mitigation, adaptation, remediation and transformation), grounded in human rights principles, and including responsibilities towards non-human species, the natural environment, and future generations.

In light of the foregoing, a special issue considering conceptual issues related to climate justice as well as more recent developments in Canada and internationally is opportune. Submissions exploring the following themes are particularly welcome:

- Theoretical enquiries exploring the concept of climate justice from a philosophical perspective, linking it to different accounts of justice, situating it within different legal traditions, or engaging with it from critical legal studies perspectives.
- Doctrinal enquiries exploring the legal status of climate justice within different legal systems and internationally, including its status under customary international law and its relationship to general principles of international law.
- Indigenous-led research and practice advancing climate justice, defining climate justice in the context of Indigenous legal systems, or challenging Western-centric accounts.
- The impact of litigation against the state in what is now Canada on defining and advancing climate justice, including *Charter*-based challenges such as [Environnement Jeunesse v Canada](#), [Mathur v Ontario](#), [La Rose v Canada](#), and [Lho'Imggin v Canada](#).
- The impact of litigation against private entities in Canada on defining and advancing climate justice, including in the fields of torts, competition law, and pensions.

---

<sup>2</sup> Angele Alook et al, *The End of This World: Climate Justice in So-Called Canada* (Toronto: Between the Lines, 2023) at 17.

- The impact of domestic litigation around the world since *Leghari v. Federation of Pakistan* on shaping climate justice, with a focus on the judicial dialogue that followed, climate reparations, the development of more-than-human rights, and the practical impacts of decided cases.
- The role of climate justice within the international climate regime, with a focus on the Belém Climate Change Conference ([COP 30](#)), parties' submissions of updated NDCs in 2025, key *Paris Agreement* implementation issues (e.g., climate finance, loss and damage, global goal on adaptation, just transition away from fossil fuels), and the United States' second withdrawal.
- The impact of the three recent international advisory opinions on the contours and legal status of climate justice (International Tribunal for the Law of the Sea, Inter-American Court of Human Rights, International Court of Justice), as well as of the request currently before the African Court on Human and Peoples' Rights.
- The impact of international litigation on climate justice since the famous 2005 [Inuit Circumpolar Petition](#) before the Inter-American Commissions on Human Rights, including two pending cases before the same commission ([Arctic Athabaskan Council v Canada](#), [Juliana Youth v United States of America](#)).

Please note that the Journal accepts submissions of various lengths, from short snapshots of developments to longer analyses of current issues, but that these should generally not exceed 3,000 words. Please cite to open sources only in the form of embedded hyperlinks. For full submission instructions, visit our [website page](#) and [previous publications](#) for stylistic guidance.

Deadline for receipt of article submissions: **April 19, 2026**

Further information can be obtained from the Editors-in-Chief (Sharry Aiken & Alex Neve) at: [globaljustice@queensu.ca](mailto:globaljustice@queensu.ca)

Sincere thanks for your interest,

Christopher Campbell-Durufié

Guest Editor, PKI Global Justice Journal  
Assistant Professor, Lincoln Alexander School of Law, Toronto Metropolitan University  
Fellow and Associate Editor, Cambridge Centre for Environment, Energy and Natural Resource Governance (C-EENRG)